

INFOS 1 & 2

INTERPELLATION DU PDG LORS DE SA TOURNEE DES CENTRES

27/10/2016

**La mobilisation
contre
le RIFSEEP
doit continuer
et s'amplifier !**



Bulletin avec les comptes rendus des camarades faisant part de leurs interventions auprès du PDG lors de sa visite de leur centre INRA.

Nous demandons donc de recevoir ces informations au plus tôt pour les communiquer rapidement aux sections. Ainsi les camarades pourront s'emparer des questions et interpeller le PDG sur les mêmes sujets.

La Tournée du PDG

RENNES : 22 septembre

AVIGNON : 18 octobre

JOUY EN JOSAS : 3 novembre

CLERMONT-FERRAND : 22 novembre

LYON : 23 novembre

BORDEAUX : 29 novembre

TOULOUSE : 12 janvier

LUSIGNAN : 25 janvier

VAL DE LOIRE (Tours) : 1^{er} février

ANGERS-NANTES : 7 février

A compléter

Questions suggérées

Question n°1 : RIFSEEP

Vous avez annoncé que votre priorité numéro 1 sont les ressources humaines.

Vous n'ignorez pas que les agents de l'INRA sont très inquiets et très majoritairement opposés à la mise en place à l'INRA du RIFSEEP, prime à la tête du client qui va à l'encontre du caractère collectif de la recherche et ne peut que déstabiliser les collectifs de travail :

- Le CT unanime, puis le CSN se sont prononcés contre; 43 motions ont été votées contre sa mise en place dans les unités : CHSCT de centre, les conseils de département et de centre, lors d'assemblées générales des personnes
- Plus de la moitié des DU Inra (108) ont signé un courrier contre sa mise en place
- 2332 agents INRA ont signé la pétition intersyndicale

Nous vous demandons de vous engager à ne pas mettre le RIFSEEP en place à l'INRA.

Nous vous demandons plutôt de rétablir les avancements accélérés d'échelon et d'augmenter le nombre de promotion à l'INRA.

Conseil : le laisser venir et noter ses réponses.

Question n°2 : Financement des unités

Les laboratoires sont exsangues, certaines unités peuvent à peine financer les fluides, les unités ne peuvent pas continuer comme ça. L'INRA doit rétablir le soutien de base qui permet de travailler sans avoir besoin de quémander des fonds et le plus souvent en pure perte de temps.

Nous vous demandons de rétablir un montant du soutien de base qui permette aux laboratoires de travailler en toute indépendance et sur le long terme, sans être dépendants de l'obtention ou non de projets. La CGT estime ainsi nécessaire de garantir une part chercheur à 20.000 euros, même si ce montant peut être discuté en fonction des particularités des recherches développées.

Question n°3 : INRA et politique de site

Plusieurs de vos expressions (devant les parlementaires – votre adresse aux personnels de l'INRA en juillet) font état *de votre volonté d'un rapprochement conséquent* de l'INRA et de l'enseignement supérieur, ce qui n'est pas sans inquiéter les agents de l'Institut.

Rapprochement avec les universités signifie-t'il l'INRA dans les COMUEs avec des conséquences telles que la mobilité forcée et les mutualisations? Va t'on vers une remise en cause de l'INRA comme institut national de la recherche agronomique à part entière, au-travers d'un démantèlement de l'institut au sein des COMUEs ?

Question n°4 : Les unités expérimentales de l'INRA

Les agents de l'INRA sont très attachés au dispositif expérimental (unités et installations expérimentales) qui est une spécificité de l'INRA et une richesse pour notre recherche.

Quelle sera votre politique pour maintenir et développer ce dispositif expérimental ?

Conseils : Le laisser venir et bien noter ses réponses. Il semblerait que des réflexions sont en cours à la DG sur les contours des départements et les unités expérimentales à l'INRA. Donc essayer de connaître sa vision du dispositif expérimental à l'INRA.



Rennes

RENNES

Le PDG a été interpellé sur les points suivants :

D'abord en petit comité (une 10 aine de personnes représentant CGT INRA, CFDT et SUD)

1. RPS (personnels en difficulté de plus en plus nombreux) : Réponse de F. Marty : un travail a déjà été fait par des intervenants appelés sur d'autres fonctions, le recrutement d'un psychologue du travail est en cours.
2. Recours sur le dépôt de liste au Tribunal Administratif : Réponse de F. Marty : la DG attend sereinement les conclusions du Tribunal et réagira en fonction des conclusions.

Puis au cours de l'AG :

1. RIFSEEP : (lecture à la tribune du communiqué en PJ, il avait été demandé à Ph. Mauguin au cours de la ½ heure en tête à tête qu'on commence l'AG par ce point, avant sa prise de parole complété par une opération « carton rouge au RIFSEEP voir photo, également en PJ).

Les réponses du PDG : « pas de baisse de prime pour les agents, tout sera fait dans l'équité et la transparence, ça sera difficile d'obtenir l'exemption »

2. INRA et politique de site (COMUE) : La réponse du PDG : il n'est pas venu à l'INRA pour diluer l'institut dans d'autres structures, l'INRA est fort de par sa taille, ses effectifs et son excellence scientifique, à l'Institut donc d'être force de proposition (sur la base de son document d'orientation) et de ce fait les Universités et les Ecoles viendront tout naturellement collaborer.
3. Les UE de l'INRA (la question était en particulier ciblée sur la vétusté): Réponse d'O. Legall : il faut bien présenter nos projets pour une meilleure prise en charge dans le cadre des CPER ou des financements européens. Tout ne sera pas fait à court terme.
4. Intérêt de l'IAVFF : Pour lui, ne remet pas en cause existence de l'INRA, permettra de répondre à certains appels d'offre de formation en particulier (mêmes arguments que Marion Guillou il y a quelques années par rapport à Agreenium)
5. Outils informatiques (en particulier messagerie Mercure et Microsoft vs solution logiciels libres) : Réponse de F. Marty : sélection du moins offrant à l'appel d'offre, la généralisation à tout l'INRA s'est faite un peu vite (Rennes était centre pilote), l'intérêt de Mercure est dans les outils partagés qui ne sont pas encore disponibles, on est « au milieu du gué ».



Avignon

AVIGNON

Délégation des OS reçue par Mauguin le matin (durée 30 min)

OS présentes :

- CGT : B. Fady ; H. Davi ; D. Vauthier
- CFDT : B. Jouaud ; M. Boge
- SUD : O. Guibert

À titre CGT, nous avons choisi 3 sujets à aborder avec Mauguin :

- Denis : RIFSEEP
- Bruno : précaires
- Hendrik : financement de la recherche

Seule la CGT avait préparé ses interventions. CFDT et SUD ont approuvé nos interventions sur les 3 items et n'ont pas eu d'autre sujet d'expression. Après les OS, il reçoit les DUs, puis les DUs d'UEs seuls.

RIFSEEP

Denis : Au nom du syndicat CGT-INRA, nous souhaitons vous interpeller sur le RIFSEEP, sujet qui a fortement mobilisé les personnels de l'institut. Aujourd'hui la détermination des personnels contre le RIFSEEP est intacte, comme vous avez pu le constater à Rennes. Pour le centre PACA, les personnels aussi sont contre ce projet ayant bien compris la nocivité de cette mesure. Ils ne veulent pas d'une rémunération à la tête du client, car ils en comprennent bien les conséquences désastreuses sur leurs conditions et collectifs de travail. Aujourd'hui, l'équité et l'égalité c'est à grade égal, salaire égal comme l'indique le statut de la fonction publique. C'est pourquoi, monsieur le président, et au nom des agents du centre, nous vous demandons l'abandon pur et simple de ce dispositif.

Mauguin : Il n'est pas mis en œuvre à l'INRA pour l'instant, car le CT ministériel n'a pas statué. Un tel dispositif ne doit pas conduire les petits salaires à gagner moins. Suite à la visite du centre de Rennes, a déjà fait remonter au ministre et à son cabinet l'opposition des personnels de l'INRA. Si l'INRA est contraint d'appliquer le RIFSEEP, il devra s'accompagner de financements complémentaires et les critères d'attribution seront discutés avec les OS au niveau national.

Précaires

Mauguin reconnaît le trop grand nombre de CDD à l'INRA et surtout l'incapacité à les garder au sein de l'institut. Si les besoins sont permanents, il faut procéder à des ouvertures de concours, sinon accompagner au maximum l'insertion de nos CDD dans le marché du travail, et surtout nos doctorants.

Financement de la recherche

Mauguin partage l'analyse faite par la CGT sur le faible rendement du système d'appel à projet mais que les contraintes budgétaires sont telles que cela oblige les équipes à déposer de plus en plus de projets. (Pb avec l'ANR où très peu de projets reçoivent un avis favorable)

Impression générale de la délégation CGT : il parle bien (langue de bois?), semble vouloir écouter (entendre?) les inquiétudes. Petit détail vestimentaire : aucun membre de la DG et du centre, n'était en costume cravate.

AG du personnel l'après-midi (durée 2h)

Environ 250 agents présents (!!) + Sophia en visio

A la tribune : Philippe Mauguin, Olivier Le Gall, Claude Ronceray, Michel Bariteau (président du centre PACA), Luygues...

En préalable, Mauguin propose aux OS de s'exprimer sur le RIFSEEP : Denis expose rapidement les



Avignon

revendications données à la délégation du matin au nom de la CGT, tandis que Bruno Jouaud lit un long texte au nom de la CFDT¹ (pas d'expression de SUD). Les tracts / cartons rouges distribués à l'entrée de la salle ont été brandis au moment du RIFSEEP : à peu près la 2^{ème} moitié de la salle (au fond) a brandi le carton, comme à Rennes.

Mauguin a ensuite présenté son document d'orientation (« Docdor ») pour 2025 (entre 45mn et 1h), puis a avancé l'excellence des recherches menées en PACA : « vous êtes excellents », ce qui a fait doucement rire une partie de la salle. Il a fait le lien entre les 5 points du Docdor et les 8 métaprogrammes : les évaluer et voir si on les maintiens tous ? Il y aura un séminaire international là-dessus en 2017.

L'unité Abeilles et Environnement, constituée en UMT avec l'ITSAP et Terres Inovia, a souvent été avancée comme exemple².

RIFSEEP

Puis il s'est exprimé sur le RIFSEEP : mêmes éléments que donnés dans la délégation du matin. **Il dit qu'après l'accueil « carton rouge » à Rennes, il aurait fait remonter au ministère le fait qu'à l'INRA, ça ne serait vraiment pas facile.** S'il y a application du RIFSEEP, il s'engage à ce que ce soit avec une enveloppe budgétaire supplémentaire, donc aucun salaire ne sera diminué. Les primes supplémentaires ne seront pas distribuées « à la tête du client », ni à la seule appréciation du DU. Les OS seront impliquées pour discuter des critères d'attribution (!!).

Puis séance de questions-réponses. La CGT a été à l'offensive puisque 4 des 7 questions posées l'ont été par des militants CGT (seul Hendrik s'est présenté comme CGT). Les autres questions qui n'ont pas été posées par des militants CGT n'étaient pas faites pour déranger la DG.

Financement de la recherche, COMUEs, fusion INRA/IRSTEA (Hendrik)

Hendrik commence par exposer les calculs réalisés par la CGT-INRA sur le fait que, en considérant tous les financements reçus par l'ensemble des projets, on obtenait une part chercheur de 20 k€, ou de 14 k€ en passant à une part par agent, si on passait sur une dotation récurrente. Aujourd'hui rendement très faible des appels à projets : 7% des projets déposés seulement sont financés, constituant un énorme gâchis.

Grosse université AMU (Aix-Marseille), qui est déjà une fusion des 3 anciennes universités, faisant d'AMU la plus grosse université française.

Fusion avec IRSTEA

Mauguin : Partage le constat du faible rendement des appels à projets, la pression de l'ANR est trop forte. Mais considère qu'il y a besoin d'actions incitatives, même s'il faut simplifier en interne. Les métaprogrammes permettent une transversalité de la recherche avec de nombreuses collaborations, et c'est donc un bon système. Les métaprogrammes seront donc renforcés, et leur contenu pourra évoluer d'ici 2025.

Il est pour que l'INRA s'investisse dans les politiques de sites, partout où c'est possible, donc en particulier en PACA, car il faut que l'INRA augmente ses collaborations avec les universités, que l'on puisse rejoindre les IDEX, EQUIPEX déjà en place etc. Tout en maintenant le lien avec la politique nationale INRA. Mais l'histoire n'est pas écrite, ce sera aux agents de discuter et de faire des propositions de mise en place ! L'INRA doit

1 On observe la démagogie de la CFDT : pas d'intervention dans la délégation du matin, mais affichage par un long texte publiquement dans l'AG. Ce qui sera d'ailleurs retenu par Mauguin puisqu'il ne citera ensuite que la CFDT par rapport au RIFSEEP.

2 Alors qu'un article du Monde a dévoilé les conflits d'intérêts engendrés par de tels partenariats : http://www.lemonde.fr/sciences/article/2016/06/27/un-communique-tueur-d-abeilles_4959023_1650684.html



Avignon

savoir être acteur dans les territoires. Les chercheurs ne deviendront pas des enseignants-chercheurs, mais il ne faut rien s'interdire : exemple du Master proposé en commun avec AMU, l'UAPV et l'INRA.

Enfin, après inspection des ministères de l'agriculture et de l'ESR, il pourrait effectivement y avoir rapprochement avec l'IRSTEA. Mais s'il y a rapprochement, ce sera sur la base d'un projet scientifique commun...

Précaires (Stan)

Les contractuels ayant été rapidement évoqués par Mauguin, Stan rappelle que près de 25% du temps de travail à l'INRA est désormais effectué par des contractuels. Or lorsque les contractuels arrivent au bout de 4 ans de contrats, ils se voient systématiquement rejeter leur demande de renouvellement par la DRH, alors même que les 3 motifs de non renouvellement donnés dans la NS 2015-24 sont remplis dans l'extrême majorité des cas. Dès lors, sur quel motif juridique s'appuie la DRH pour ne pas renouveler ces contrats, sachant que des agents contractuels de PACA sont directement concernés ?

Ronceray répond à côté en parlant d'abord du fait que le contrat doctoral est de 3 ans et prolongeable d'un an pas plus, puis comme attendu parle des nouvelles modalités de recrutement des contractuels : le fait qu'il faut définir à chaque nouvelle embauche s'il s'agit d'un besoin permanent, transitoire ou temporaire... Et que l'objectif est de recruter des fonctionnaires sur les besoins identifiés comme permanents. Sinon la règle est que le contrat est de 3 ans renouvelable une fois. Un CDD est un agent que l'INRA doit former pour améliorer son « employabilité ».

En fait la DG n'avait rien d'autre à répondre puisqu'en réalité, rien juridiquement ne leur permet de jeter les précaires dehors après 4 ans de contrat !!

Personnels administratifs (Jocelyne)

Quel sera l'avenir des personnels administratifs ?

Mauguin : Tous les corps ont une importance égale. Une priorité pour 2025 : être plus efficace, mais pas de sacrifices. Rôle important des GUs qui servent aussi souvent aux partenaires de l'INRA. Il doit y avoir un partage des tâches entre les SDARs et les unités, enjeux de professionnalisation. Appui total SDARs + siège = 12% des effectifs.

Unités Expérimentales (Florence)

Quel est le devenir des UEs ?

Mauguin : Pour ce qui concerne les UEs et leurs infrastructures, il y aura des missions anciennes mais aussi des besoins nouveaux. Gilles Aumont a eu pour mission le recensement de la situation. On ne va pas faire des économies sur le dos des UEs. Les UEs c'est 20% du budget de l'INRA. Le rapport Aumont indique qu'il faut labelliser ce qui peut l'être, améliorer l'efficacité, revoir les conditions de tarification des plateformes, comprendre les outils qui deviendront obsolètes, travail à faire de façon transparente et progressive.

Olivier Le Gall précise que le rapport Aumont n'est pas encore visible : c'est un document de travail. Il sera diffusé en novembre ou décembre. Il n'est pas forcément question de faire des économies, mais de renforcer le patrimoine expérimental.

Ressenti général

Si Mauguin voulait faire passer une image sympathique de lui, de quelqu'un à l'écoute qui prend en considération les attentes des personnels, les agents n'étaient pour autant pas dupes, et ont bien relevé le langage ultra démagogique de Mauguin. Très peu de questions auront finalement pu être posées en l'espace d'une



Avignon

heure car la DG prenait à chaque fois 3 heures pour répondre avec sa langue de bois !! Après discussions avec les collègues, l'opération « séduction » est loin d'avoir complètement convaincu.

Il faudra juger sur pièce. La grosse différence d'avec Houiller, c'est que Manguin veut mettre les bouchés double partout sur les COMUEs. Sur le RIFSEEP, il sent bien le bâton merdeux que ça représente : il n'est pas fou, si avec la mobilisation il peut s'en libérer en plaidant l'exemption auprès du ministère, il ira en ce sens. Car pourquoi avoir avoué qu'il avait fait remonter la demande auprès du ministère suite à la mobilisation de Rennes ? Si ce n'est pas un appel du pied pour renforcer la mobilisation, à quel jeu veut-il jouer ? Enfin comme c'est un politique, il est très probablement plus habile que Houiller pour savoir négocier avec le ministère. La suite nous le dira, mais en tout état de cause, restons mobilisés !!!